

«**304.** Les honoraires exigibles pour faire modifier les catégories d'assurance dont le permis d'assureur autorise la pratique sont de 138 \$.».

**3.** Les articles 314 à 319 de ce règlement sont remplacés par les suivants:

«**314.** Les honoraires exigibles pour l'examen d'une requête en exemption de cautionnement par un assureur sont de 306 \$.

**315.** Les honoraires exigibles pour l'examen des documents requis pour la demande initiale d'un permis d'assureur sont de 1 330 \$.

**316.** Les honoraires exigibles pour tout changement à une nomination de représentant au Québec ou de fondé de pouvoir sont de 148 \$.

**317.** Les honoraires exigibles pour toute copie certifiée d'un permis d'assureur ou d'une nomination de représentant au Québec ou de fondé de pouvoir sont de 61 \$.

**318.** Les honoraires exigibles pour toute attestation de documents par l'inspecteur général sont de 61 \$.

**319.** Les droits et honoraires prévus au présent règlement sont majorés au 1<sup>er</sup> avril 2002 et, par la suite, à tous les trois ans au 1<sup>er</sup> avril, selon le taux d'augmentation cumulatif, pour la période de trois ans se terminant le 31 décembre de l'année précédente, de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada, tel qu'établi par Statistiques Canada.

Les montants ainsi majorés sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

L'inspecteur général des institutions financières informe le public du résultat de l'indexation faite en vertu du présent article par voie de la *Gazette officielle du Québec* et, s'il le croit opportun, par tout autre moyen approprié.».

**5.** L'article 321 de ce règlement est remplacé par le suivant:

«**321.** Les droits pour une demande en vertu de l'article 93.25 de la Loi sont de 216 \$.»

**6.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2000.

33773

Gouvernement du Québec

## **Décret 280-2000, 15 mars 2000**

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01)

### **Règlement** — **Modifications**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 351 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01), modifiée par l'article 304 du chapitre 40 des lois de 1999, le gouvernement a le pouvoir de réglementer sur les matières qui y sont mentionnées;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne par le décret n<sup>o</sup> 719-88 du 18 mai 1988;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de cette loi lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 18 de cette loi, un règlement peut entrer en vigueur entre la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* et celle applicable en vertu de l'article 17 de cette loi lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QUE, en vertu des articles 13 et 18 de cette loi, le motif justifiant l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur doit être publié avec le règlement;

ATTENDU QUE, de l'avis du gouvernement, l'urgence due aux circonstances suivantes justifie l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur:

— afin d'éviter que l'ajustement des droits prévus au Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, qui cause des difficultés d'application tant pour la clientèle que pour l'administration gouvernementale, se réalise au début de la prochaine année financière, il est nécessaire que le règlement annexé au présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2000;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances:

QUE le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

## **Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne\***

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01, a. 351; 1999, c. 40, a. 304)

1. Le Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne est modifié par le remplacement des articles 14 à 17 par les suivants:

«**14.** Pour la délivrance de lettres patentes de constitution, de conversion, de fusion ou de continuation de sociétés, les droits exigibles sont de 0,0003444 \$ par dollar de capital-actions autorisé.

Aux fins du premier alinéa, les actions d'une valeur nominale inférieure à 1 \$ sont évaluées à 1 \$ et les actions sans valeur nominale sont évaluées selon la considération totale pour laquelle elles peuvent être émises; si cette considération n'est pas mentionnée dans la requête ou le règlement, elles sont évaluées à 100 \$ chacune.

**15.** Pour la délivrance de lettres patentes supplémentaires, les droits exigibles sont de 351 \$ sauf dans les cas de changement de nom, d'augmentation du capital auto-

risé ou de la considération totale pour laquelle des actions sans valeur nominale peuvent être émises et dans les cas de subdivision d'actions sans valeur nominale.

Pour la délivrance de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires en vertu de l'article 18 de la Loi, les droits exigibles sont de 351 \$.

**16.** Dans le cas de changement de nom, les droits exigibles sont de 148 \$.

**17.** Dans le cas d'augmentation du capital autorisé ou de la considération totale pour laquelle des actions sans valeur nominale peuvent être émises, les droits exigibles sont de 0,0003444 \$ par dollar d'augmentation du capital-actions autorisé.

Si la considération totale pour laquelle les actions sans valeur nominale peuvent être émises n'est pas mentionnée dans la requête ou le règlement, elles sont évaluées à 100 \$ chacune.»

2. Les articles 20 et 20.01 de ce règlement sont remplacés par les suivants:

«**20.** Les droits exigibles pour la délivrance et le renouvellement d'un permis sont de 777 \$.

**20.01.** Les droits prévus au présent règlement sont majorés au 1<sup>er</sup> avril 2002 et, par la suite, à tous les trois ans au 1<sup>er</sup> avril, selon le taux d'augmentation cumulatif, pour la période de trois ans se terminant le 31 décembre de l'année précédente, de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada, tel qu'établi par Statistiques Canada.

Les montants ainsi majorés sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

L'inspecteur général des institutions financières informe le public du résultat de l'indexation faite en vertu du présent article par voie de la *Gazette officielle du Québec* et, s'il le croit opportun, par tout autre moyen approprié.»

3. Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2000.

33774

\* Les dernières modifications au Règlement d'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, édicté par le décret n<sup>o</sup> 719-88 du 18 mai 1988 (1988, *G.O.* 2, 2833), ont été apportées par le règlement édicté par le décret n<sup>o</sup> 273-93 du 3 mars 1993 (1993, *G.O.* 2, 2196). Pour les modifications antérieures, voir le Tableau des modifications et Index sommaire, Éditeur officiel du Québec, 2000, à jour au 1<sup>er</sup> février 2000.